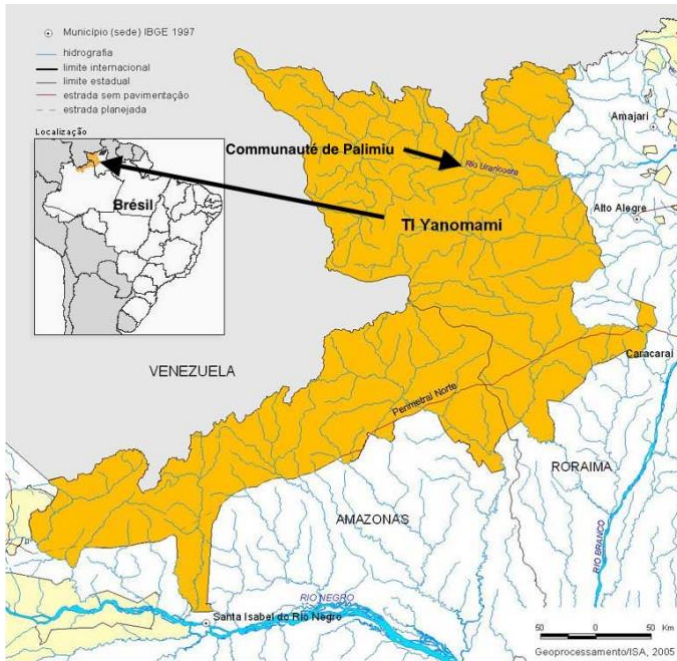


Blog BC_TdG Note du 28 mai 2021 L'action violente de garimpeiros contre les communautés Yanomami et Mundurucu

Brésil : L'action violente de garimpeiros contre les indigènes Yanomami et Mundurucu



Le 10 mai, l'Hutukara Associação Yanomami – [HAY](#) annonce que, vers 11h30, des garimpeiros (orpailleurs illégaux), arrivés par le rio Uraricoeira sur sept barques, ont accosté à proximité de la communauté Yanomami de Palimiú* située dans le nord de la [Terre Indigène Yanomami](#) – TI-Y. Ils ont attaqué les indigènes qui ont riposté. La fusillade aurait duré une demi-heure. L'HAY signale cinq blessés : quatre garimpeiros et un indigène. Elle demande l'intervention urgente de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, de la Police Fédérale, de l'Armée et du Ministère Public Fédéral de Roraima pour empêcher la poursuite de la violence et garantir la sécurité de la communauté.

Les garimpeiros ont également tirés en direction d'agents de la [Police Fédérale](#) venus enquêter sur les événements.

Le même jour, la Coordinatrice du Front de protection ethno-environnemental Yanomami – Ye'kwana de la FUNAI, Elayne Rodrigues Maciel publie [un rapport](#) rappelant les faits qui lui ont été transmis par un indigène. Le 11 mai, par [un communiqué](#) de presse, le service de communication de la FUNAI informe, qu'avec les autorités policières, elle va suivre l'enquête sur le « supposé conflit » survenu le 10 mai. Elle indique également que le rapport dont il est question ci-dessus « ne reflète pas la position officielle de la Fondation... ».

Le 15 mai, une délégation de leaders Yanomami a tenu une [conférence de presse](#) à Boa Vista, la capitale de l'État de Roraima. Dans [une note](#), elle a rappelé comment, pour se protéger des tirs, les membres de la communauté, et parmi eux beaucoup d'enfants, se sont enfuis dans la forêt. Le 11 mai au matin, les adultes sont partis à leur recherche et les ont retrouvés sains et saufs. Mais deux fillettes, âgées d'un an et de 5 ans, ont été retrouvées sans vie dans le rio Uraricoeira. Dans la nuit du 14 mai les garimpeiros sont à nouveau entrés dans la communauté désertée par ses habitants partis se cacher dans la forêt.

Les incidents se sont poursuivis les jours suivants. Le 17 mai l'HAY signale que la veille au soir, les garimpeiros sont revenus à bord de 15 barques. Ils ont tiré en direction de la communauté et lancé des gaz lacrymogènes. Elle [réitère sa demande](#) de protection. Une autre tentative d'invasion a eu lieu au [soir du 19 mai](#), mais les garimpeiros seraient repartis quand ils ont vu les indigènes monter la garde.

Les incidents survenus dans la communauté de Palimiú ont suscité l'intérêt de plusieurs médias. L'agence [Amazônia Real](#) a révélé que des garimpeiros seraient liés à un groupe de trafiquants de drogue, le Premier Commando de la Capitale – PCC de São Paulo. L'agence G1.globo a consacré une émission de [Fantastico](#) sur les événements.

Plusieurs institutions demandent l'intervention des forces de sécurité. Le Ministère Public Fédéral, [le 12 mai déjà](#), demande l'évacuation des garimpeiros dans un rayon de 100 km.

Le 18 mai, la [Commission](#) des Droits Humains et des Minorités de la Chambre des Députés demande à se rendre sur place : « Nous sommes devant une situation extrême avec une grande possibilité d’extermination du peuple Yanomami. Devant ce cas tragique, nous proposons l’institution d’une délégation parlementaire pour tenter résoudre le conflit survenu dans cette Terre Indigène ». Avec le Front parlementaire mixte de défense des droits des peuples indigènes – FPMDDPI, la Commission a demandé au Tribunal Suprême Fédéral -STF de retirer les garimpeiros illégaux de la TI-Y et de protéger le peuple Yanomami.

Ces incidents ont eu un écho au niveau international. Le 19 mai, la Commission Interaméricaine des Droits Humains - [CIDH](#) de l’Organisation des États américains et le [Secrétariat d’Amérique du Sud](#) du Haut-Commissariat de l’ONU des Droits humains exhortent l’État brésilien de protéger la vie, l’intégrité personnelle, les territoires et les ressources naturelles des peuples Yanomami et Munduruku.

Le 19 mai, l’Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB et plusieurs entités ont également adressé une [nouvelle demande](#) au STF pour que ce dernier ordonne au Gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour de mettre fin à l’orpaillage illégal et à la déforestation dans les TI-Y, [TI-Mundurucu](#) et plusieurs autres. Le 24 mai, Luis Roberto Barroso, ministre du STF a [répondu favorablement](#) à cette demande.

Une première réponse au STF est venue de la Police Fédérale. Le 25 mai, elle a déclenché l’ « [Opération Mundurukânia](#) » dans la municipalité de Jacareacanga (État du Pará) pour mettre un terme à l’activité des garimpeiros dans les TI Munduruku et [Sai Cinza](#). Le lendemain, elle a dû faire front aux manifestants garimpeiros décidés à occuper le siège de l’opération. Mais cela n’a pas empêché ceux-ci [d’incendier](#) la maison de Maria Leusa Kaba Munduruku, coordinatrice de l’Association des femmes Munduruku Wakoborün, organisation opposée à l’orpaillage. L’[APIB](#), la Coordination des Organisations Indigènes de l’Amazonie Brésilienne – [COIAB](#), plusieurs organisations locales et la députée [Joênia Wapichana](#) ont dénoncé cette violence et demandé la protection des peuples indigènes.

*Le Centre de santé indigène (le Polo base) de Palimiu est au service d’environ 850 Yanomami.

Illustration : cliquer sur la vignette pour agrandir l’image.

PS 1 : Sur e blog, [la note du 6 avril](#) dernier a déjà traité du recours à la justice.

PS 2 : L’activation des liens hypertextes (en bleu) renvoie à une partie des sources utilisées pour la rédaction de cette note. Ces sources, permettent d’en "savoir plus".

Cette note sera publiée dans « AYA Info » No 138, le bulletin de l’association "Appui aux indiens Yanomami d’Amazonie" - AYA / 13, rue des Bossons - CH - 1213 Onex / Genève